



**DIRECTION DES GESTIONS D'ACTIFS (GDA)**  
56 rue de Lille  
75356 Paris 07 SP

## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**N° 20255355**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

---

**Transparisation des OPC d'actifs cotés de la  
Caisse des dépôts**

---

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales de l'accord-cadre.....	3
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 - Décomposition de l'accord-cadre.....	3
1.3 - Durée de l'accord-cadre.....	3
1.4 - Type d'accord-cadre.....	3
1.5. - Modalités d'attribution des bons de commande.....	3
2 - Pièces contractuelles de l'Accord-cadre.....	4
3 - Délais d'exécution.....	5
3.1 - Délais de base.....	5
3.2 - Prolongation des délais.....	5
4 - Conditions d'exécution des Prestations.....	5
4.1 Obligations du Titulaire.....	5
4.2 Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire.....	5
4.3 Obligation de conseil et de mise en garde.....	6
4.4 Confidentialité.....	6
4.5 Protection des données à caractère personnel.....	7
4.6 Force majeure.....	8
4.7 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre.....	8
4.8 Travail dissimulé.....	9
4.9 Conflits d'intérêt.....	9
5 - Prix de l'Accord-cadre.....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
5.2 - Modalités de variation des prix.....	10
6 - Garanties Financières.....	10
7 - Avance.....	10
8. Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1 Acomptes et paiement partiels définitifs.....	10
8.2 Présentation des demandes de paiements.....	11
8.3 Délai de paiement.....	12
8.4 Paiement des cotraitants.....	12
8.5 Paiement des sous-traitants.....	12
9. Pénalités.....	12
9.1 Conditions générales d'application des pénalités.....	12
9.2 Pénalité pour non-respect de la législation du travail.....	13
9.3 Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité.....	13
9.4 Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales.....	13
10. Constatation de l'exécution des Prestations.....	14
11 - Droit de propriété intellectuelle.....	14
11.1 - Protection des éléments du Pouvoir Adjudicateur (connaissances antérieures).....	14
11.2 - Propriété des résultats et Livrables.....	15
12. Résiliation de l'Accord-cadre.....	15
13. Responsabilités et assurances.....	16
13.1 Responsabilité du Titulaire.....	16
13.2 Assurances.....	16
14. Droit et langue.....	17
15 - Clauses complémentaires.....	17
15.1 Régularité administrative du Titulaire.....	17
15.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur.....	18
15.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption.....	18
15.4 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	18
15.5 Prise en compte des préoccupations environnementales et sociétale.....	19
16. Dérogations.....	20

## 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la Transparisation des OPC d'actifs cotés de la Caisse des dépôts (ci-après la CDC ou l'Acheteur). L'Etablissement public agira au titre de son pouvoir adjudicateur et, en conséquence, pilotera la prestation de transparisation pour le compte du FRR et de l'ERAFP, ceux-ci auront ainsi chacun la qualité de client externe (ci-après Client(s) Externe(s)) auprès de celui-ci.

### 1.2 - Décomposition de l'accord-cadre

L'Accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

### 1.3 - Durée de l'accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une période initiale de trois (3) ans à compter de sa notification.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

L'Accord-cadre pourra être reconduit **tacitement une fois** pour une nouvelle période d'un (1) an sans que la durée totale de l'Accord-cadre ne puisse excéder **quatre (4) ans**.

Dans le cas où la CDC décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, cette décision sera notifiée au Titulaire par écrit au moins **trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas s'opposer à cette reconduction.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

### 1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1300 000 € HT (1 560 000 € TTC, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1, R.2162-2, R2162-4 à R2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique (ci-après « Accord-cadre »).

Il comporte des prestations à prix unitaires dont le détail figure dans le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter par les candidats.

### 1.5. - Modalités d'attribution des bons de commande

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Ces Prestations à prix unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par L'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins par application aux quantités réellement exécutées et conformément aux prix unitaires indiqués dans le BPU.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des Prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des Prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

- La durée d'exécution des Prestations.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'Accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## 2 - Pièces contractuelles de l'Accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'Accord-cadre (ci-après les « Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe n° 1 « Fourniture d'une Solution Saas accessoire » ;
  - Annexe n° 2 « Sous-traitance de traitement de données personnelles » (RGPD) ;
  - Annexe n° 3 Mode opératoire facturation (Plaquette CDC Portail SY et Portail bonnes pratiques) ;
  - Annexe n° 4 relative à l'attestation de non-conflit d'intérêt ;
  - Annexe n° 5 RSSIP.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux accords-cadres publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Le Questionnaire de sélection des Offres valant mémoire technique remis par le Titulaire dans son offre ;**
- Le questionnaire Saas ;
- Les bons de commande émis en cours d'exécution de l'Accord-cadre dans les conditions définies ci-avant.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenant, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant cet Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

## 3 - Délais d'exécution

### 3.1 - Délais de base

Le Titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des Prestations spécifiés dans les Documents Contractuels, et notamment dans le CCTP, ou, le cas échéant, dans chaque bon de commande, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités.

Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des Prestations sont spécifiés à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

### 3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 13.3 du C.C.A.G. - F.C.S., le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

## 4 - Conditions d'exécution des Prestations

### 4.1 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à avoir pris connaissance des besoins exprimés par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à réaliser les Prestations objet de l'Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des Prestations.

Le Titulaire est seul responsable des moyens et des méthodes qu'il met en place dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

### 4.2 Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire

Le Titulaire affecte à l'exécution des Prestations objet de l'Accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des Prestations et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée des Prestations.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution e l'Accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la Prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des Prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des Prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des Prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des Prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le Titulaire doit disposer d'une politique de sécurité interne relative à son système d'information et il sensibilise son personnel sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information et sa responsabilité dans ce domaine.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins dans tous les cas sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

### 4.3 Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine d'activité objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur. Il reconnaît se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes techniques et bonnes pratiques de sécurité dans le domaine d'activité relatif à ses services.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- À alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- À contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- À ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux Prestations définies aux présentes.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

Le Titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir à l'Acheteur, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises dans le cadre du présent Accord-cadre.

L'Acheteur mettra à la disposition du Titulaire, tous documents et informations que l'Acheteur jugera nécessaires à la bonne réalisation des Prestations.

### 4.4 Confidentialité

Le présent article complète l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les documents, fichiers, données ou renseignements de toute nature, relatifs aux parties et échangés entre les parties quel qu'en soit le moyen, sont strictement confidentiels et restent en tout état de cause la propriété de la partie qui les a communiqués. Sont également strictement confidentiels tous les documents, Données et informations de nature technique, organisationnelles ou financière dont le Titulaire a pu avoir

connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre et en particulier les informations relatives à la lutte anti-blanchiment, l'organisation, la stratégie en matière de prévention des risques de l'Acheteur.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- Au terme de l'exécution de l'Accord-cadre ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'Acheteur une copie de l'intégralité des Données confiées par lui dans le cadre de la Prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois, les éventuelles copies de Données détenues dans son système d'information, y compris les Données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des Données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur ;
- Les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- Le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des Données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'Accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des Données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux Données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- Entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- Que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des Prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans les Documents contractuels, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et tant en ce qui concerne l'existence même de l'Accord-cadre que les objectifs poursuivis par l'Acheteur. A ce titre, le Titulaire s'engage à conclure avec les sous-traitants ou cocontractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article ; étant entendu que le Titulaire se porte fort du respect par les personnes visées à cet alinéa de la présente obligation de confidentialité.

La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée des relations contractuelles du Titulaire et de l'Acheteur, et pendant deux (2) ans à compter de leur cessation, pour quelque cause que ce soit.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues à l'article « Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité » du présent CCAP.

## 4.5 Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG FCS.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire aura accès à des Données Personnelles lors de la réalisation des Prestations qui lui sont attribués en vertu de l'Accord-cadre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de données personnelles » jointe aux présentes qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

## 4.6 Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsable de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- De notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties reprendront l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. La partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à un (1) mois, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du Code civil et la jurisprudence administrative.

## 4.7 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des Prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'Accord-cadre est strictement interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'Accord-cadre qu'il assure directement.

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu de l'Accord-cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des Documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues dans les Documents contractuels.



Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre 20255355 Transparisation des OPC d'actifs cotés de la Caisse des dépôts et prestations associées. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4).

## 4.8 Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 4.9 Conflits d'intérêt

Les intervenants du Titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

*« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »*

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

# 5 - Prix de l'Accord-cadre

## 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées à prix unitaires par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans **le tableau des couts à compléter par les candidats dans le questionnaire de sélection des offres**.

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 11.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont **révisibles annuellement**, à la **date anniversaire** de la notification de l'accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

Où :

- Cn : coefficient de révision.
- I<sub>0</sub> : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I<sub>n</sub> : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision est le mois précédant celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'index de référence I est l'index SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque I<sub>n</sub> n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, le Pouvoir Adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de I<sub>n</sub> et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle I<sub>n</sub> est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier paiement suivant la parution de l'index correspondant.

### Clause de sauvegarde

Cette révision annuelle ne saurait conduire à une augmentation supérieure à 5 % des prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas d'augmentation supérieure à 5 % l'Acheteur se réserve alors le droit de résilier l'accord-cadre sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

La date de résiliation précise sa date d'effet.

## 6 - Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'accord-cadre.

## 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 8. Modalités de règlement des comptes

### 8.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Pour chaque bon de commande, l'Accord-cadre ne donnera pas lieu au versement d'acomptes.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des prestations dues au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

## 8.2 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'Accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'Accord-cadre ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

### Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations  
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses  
56 rue de Lille  
75356 PARIS 07 SP

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

### Transmission des factures :

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).**

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provisis lors de l'attribution du marché. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : [assistance-sy@caissedesdepots.fr](mailto:assistance-sy@caissedesdepots.fr).

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « *Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements* » ainsi que le « *Portail SY - Les bonnes pratiques à adopter* » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

### 8.3 Délai de paiement

L'Acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du **compte bancaire dont il aura joint le RIB à l'acte d'engagement de l'accord-cadre**.

Sous réserve des dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

### 8.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 8.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, c'est ce dernier qui doit également valider la demande de paiement.

## 9. Pénalités

### 9.1 Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraires contenues dans les Documents contractuels, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions ci-après.

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le Titulaire encourt les pénalités prévues au présent article. Il est précisé que l'application des pénalités ne restreint pas le droit de l'Acheteur de résilier l'Accord-cadre en application des stipulations contractuelles.

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS**, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités. Les pénalités peuvent être cumulées. L'Acheteur se réserve le droit de rectifier les factures du Titulaire pour y intégrer les pénalités applicables.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur pourra déduire le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois de prestation, objet des pénalités.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire.

Toutefois, le montant des pénalités des articles 8.2, 8.3 et 8.4 du présent CCAP, appliquées au Titulaire sur la durée totale de l'Accord-cadre ne peut être supérieur à dix pourcent (10 %) du montant cumulé HT des bons de commande émis en exécution de l'Accord-cadre.

En cas de retards consécutifs et/ou de Dysfonctionnements répétés et/ou en dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS. L'Acheteur se réserve le droit de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des Prestations en cours jusqu'à leur achèvement, et ce aux frais et risques du Titulaire retenu sauf cas de force majeure, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité de ce fait. La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'Acheteur au titre des préjudices subis.

## **9.2 Pénalité pour non-respect de la législation du travail**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à dix pourcent (10%) du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225 000 euros ou 375 000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

## **9.3 Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité**

Compte tenu de la sensibilité des documents et données transmises au Titulaire, l'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

En complément des stipulations de l'article 5-1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité dont il est rapporté la preuve par l'Acheteur, le Titulaire sera redevable à l'égard de l'Acheteur, après notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une indemnité forfaitaire de 8 900 € HT due à titre de clause pénale, sans préjudice de tous dommages et intérêts en indemnisation des préjudices afférents.

L'indemnité forfaitaire est applicable par violation constatée de l'obligation susvisée. Le Titulaire reconnaît que la violation de l'obligation de confidentialité étant définitive, la mise en œuvre de la clause pénale et la demande d'indemnisation associée ne nécessite pas une mise en demeure préalable.

Le Titulaire reconnaît que cette clause pénale n'est ni dérisoire ni excessive au regard des enjeux de l'Accord-cadre et des informations auxquelles il aura accès.

## **9.4 Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales**

En cas de non-respect des obligations sociales et environnementales prévues par l'article 15.5 « Prise en compte des préoccupations environnementales » du présent CCAP le Titulaire encourt une pénalité dont le

montant est égal cinquante (50) euros par constat. Chaque constat de non-conformité environnementale et/ou social sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.

## 10. Constatation de l'exécution des Prestations

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par le représentant de l'Acheteur en charge de l'exécution de l'Accord-cadre.

A la remise de chaque Livrable dû, l'Acheteur procède, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de leur livraison, à la vérification du Livrable remis. A ce titre, l'Acheteur vérifie :

- .. Que le Livrable remis est complet et conforme aux exigences des Documents Contractuels ;
- .. Que le Livrable remis présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'accord-cadre.

Aucune admission tacite des Livrables remis par le Titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent Accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels l'Acheteur informera le Titulaire du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-FCS sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

## 11 - Droit de propriété intellectuelle

### 11.1 - Protection des éléments du Pouvoir Adjudicateur (connaissances antérieures)

Le présent Accord-cadre n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit, des droits de propriété intellectuelle du Pouvoir Adjudicateur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du Titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que le Pouvoir Adjudicateur communique au Titulaire pour l'exécution du présent Accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle du Pouvoir Adjudicateur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit, autre que

pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence au Pouvoir Adjudicateur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

## 11.2 - Propriété des résultats et Livrables

L'option retenue concernant l'utilisation livrables définis au CCTP, et précisant les droits respectifs du Pouvoir Adjudicateur et du Titulaire est l'option B telle que définie au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le Titulaire cède au Pouvoir Adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des Livrables, à titre exclusif, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle y afférents, à savoir :

- Le droit de reproduction, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Livrables, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, vidéo cassettes, CD-ROM, DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Livrables, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, les Livrables, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, ou tout autre support;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Livrables, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne peut s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats des prestations et Livrables, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article relatif à la résiliation.

La présente cession est effectuée pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent, quelles que soient les causes de cessation de l'accord-cadre, pour la France entière et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet, pour le monde entier.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet de l'accord-cadre.

## 12. Résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'Accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent Accord-cadre sont les suivantes :

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des Prestations prévues par le présent Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une Prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.



Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- En cas de retards consécutifs et/ou de Dysfonctionnements répétés ou d'atteinte du plafond de pénalité prévue à l'article « Conditions générales d'application des pénalités ». Ce plafond, n'interdit pas de résilier l'Accord-cadre selon les dispositions de l'article 41.1 c) du CCAG-FCS même si celui-ci n'est pas atteint ;
- En cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article « Constatation de l'exécution des Prestations » du présent CCAP ;
- En cas de décision de refus définitif de la Solution, prise par l'Acheteur en application de l'article « Recette - Vérification de service régulier des Solutions » ;
- En cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article « Régularité administrative du Titulaire » du présent CCAP.

Dans ces quatre cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

## 13. Responsabilités et assurances

### 13.1 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à l'Acheteur, à des tiers ou aux personnels de l'Acheteur. Il s'engage, en outre, à garantir l'Acheteur contre toute action ou réclamation intenté par des tiers contre l'Acheteur.

En toute hypothèse, la responsabilité du Titulaire à raison de tout dommage résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du présent Accord-cadre, est expressément limitée, par sinistre, à un montant maximum de cinq (5) fois le montant cumulé TTC et global des bons de commande conclu avec le Titulaire et ce, quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir. Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- En cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- En cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- En cas de manquement à une obligation essentielle du Contrat ;
- En cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

En cas de co-traitance, l'Acheteur pourra engager la responsabilité du Titulaire, quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions fondées sur des actes de contrefaçon ou d'agissements parasitaires du co-traitant.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code civil.

Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'Accord-cadre.

### 13.2 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'Accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à la CDC et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.



Le Titulaire s'engage à conclure une police d'assurance contenant des garanties en adéquation avec les enjeux opérationnels et financiers de l'Accord-cadre.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à la reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire devra transmettre, chaque année, une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par l'Acheteur pour la collecte des documents légaux.

Au cours de la période de validité de l'Accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre si elle juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la Prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## 14. Droit et langue

Le présent Accord-cadre sont soumis au droit français.

En cas de litige sur l'exécution de l'Accord-cadre, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière, étant précisé que les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

En cas de compétence rationae materiae différente, notamment afférente à la validité des droits de propriété intellectuelle, objet de la cession visée dans les Documents Contractuels, le ressort du tribunal compétent sera celui du ressort des tribunaux de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## 15 - Clauses complémentaires

### 15.1 Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

A l'attribution de l'Accord-cadre :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :
  - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF** ;

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :
  - **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
  - **Ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi.**

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

## 15.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Acheteur disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

## 15.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il y est assujéti.

## 15.4 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

La Caisse des Dépôts est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elle relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'Accord-cadre est informé que la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, la Caisse des Dépôts peut être tenue, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

## 15.5 Prise en compte des préoccupations environnementales et sociétales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

**Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts sur la plateforme PROVIGIS, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.**

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre ;
- de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
- subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année **au plus tard le 30 décembre** de chaque année de l'Accord-cadre.

Le Titulaire veille par ailleurs à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire des Membres du groupement/de l'Acheteur à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillée ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des Données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés)
- les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par l'Acheteur.

- le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'Accord-Cadre par ses sous-traitants.

### Clause d'insertion professionnelle

#### Objectif

Le titulaire s'engage à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat et à l'article 1 de la loi n° 2014-810 du 13 juillet 2014 visant à favoriser l'accès au stage et à l'emploi des jeunes.

#### Publics concernés

Les actions d'insertion devront cibler prioritairement les personnes suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois) ;
- Les bénéficiaires des minima sociaux (RSA) ;
- Les travailleurs reconnus handicapés (CDAPH) ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en difficulté d'insertion professionnelle, sans emploi ni formation ;
- Les personnes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

#### Modalités de mise en œuvre

Le titulaire devra :

- Recruter/former/accompagner du personnel affecté à l'exécution du présent marché parmi les publics visés ci-dessus.
- Rendre compte annuellement à l'Acheteur des actions menées en matière d'insertion, en fournissant un bilan quantitatif et qualitatif des recrutements, des formations et des accompagnements réalisés.

#### Suivi et évaluation

Le titulaire devra être en mesure de fournir, à la demande de l'Acheteur, tous les documents et informations nécessaires pour évaluer le respect de ses obligations en matière d'insertion professionnelle. L'acheteur se réserve le droit de vérifier la réalité des actions menées et de sanctionner tout manquement aux obligations prévues par la présente clause.

En cas de non-respect de ces obligations, après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire encourt, par manquement, une pénalité définie à l'article « Pénalités ».

## **16. Dérogations**

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Prolongation des délais » déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS ;
- L'article « Garantie en contrefaçon » déroge aux articles 37.4.2 du CCAG-FCS ;
- L'article « Protection des données à caractère personnel » déroge à l'article 5.2 du CCAG-FCS ;
- L'article « Avance » déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS ;
- Les articles « Conditions générales d'application des pénalités » « Retard de toute autre nature » dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Vérifications » déroge aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Résiliation de l'Accord-cadre » déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.